

Alerte : Il existe un vaccin !

jeudi 30 avril 2020, par [Jacques COTTA](#)

Le monde est touché par deux virus mortels.

Celui dont on parle beaucoup depuis plus de deux mois, le Covid 19, a donné lieu à un chapelet de contradictions de la part des autorités de l'état. Importance du masque, des tests, du gel... Nous avons déjà développé sur notre site ce qui relève de l'amateurisme de nos gouvernants et d'une politique criminelle. Nul besoin d'y revenir ici.

Le second virus est sans doute le plus important, à l'origine du précédent. Il s'agit de la mondialisation capitaliste dont les effets ravageurs dépassent la question sanitaire. Il est à l'origine de la crise sociale, économique, politique qui va continuer à se développer à toute vitesse, avec les traditionnels cortèges de chômeurs, de misère, de sacrifiés.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la crise sanitaire a fait surgir le vaccin nécessaire pour endiguer ce virus mortel du capitalisme et nous prémunir par la même occasion des « Covid » à répétition.

- **De grandes entreprises** vitales pour la nation sont aujourd'hui directement menacées. Il en est ainsi par exemple d'**Air France** ou encore de **Renault**. Pour les sauver, l'Etat a annoncé qu'il montait en première ligne, débloquent 7 milliards d'euros pour l'une, 5 milliards pour l'autre. La réalité s'impose : ce sont les fonds publics via l'état qui permettent de sauver ces entreprises, comme d'autres.
- **Pour les salaires**, la situation est encore plus criante. Pour « *amortir le choc* », l'exécutif prend en charge le « *mécanisme exceptionnel et massif de chômage partiel* », soit 100% du salaire pour les travailleurs payés au SMIC, 84% du salaire net pour les rémunérations plus importantes. « **Les salaires sont nationalisés** » entend-on dans un soupir d'indignation hypocrite sur les plateaux de télévision.

Là est le vaccin. Puisque l'état prend en charge la difficulté financière des entreprises et nationalise les salaires, il serait logique, y compris d'un simple point de vue capitaliste, que le risque trouve contrepartie. L'Etat dont le rôle est primordial pour permettre aux entreprises de surmonter la crise devrait bénéficier de ses efforts une fois la situation rétablie. De même prenant en charge les salaires, il devrait pouvoir bénéficier des richesses produites pour en organiser une distribution favorable pour la collectivité alors qu'aujourd'hui ce sont principalement les actionnaires qui en tirent bénéfice.

Il s'agit simplement de **nationalisation**. Voilà le vaccin. Il serait urgent de l'administrer pour éviter une mort clinique assurée.

Y'a qu'à, faut qu'on, difficile à faire, diront quelques septiques. Pourtant, une condition assez simple pourrait être réalisée, permettant l'administration de ce vaccin, illustrée par le renflouement financier qui se déroule sous nos yeux. Au lieu d'allouer directement les fonds aux entreprises pour assurer leur survie, l'Etat a décidé de se porter garant auprès des banques qui ne manqueront pas de tirer profit de l'opération. Elles prêtent en effet contre intérêt l'argent que la BCE leur alloue à taux zéro. Tout bénéfice donc pour les institutions bancaires, et leurs actionnaires, qui tirent avantage de notre soumission à l'UE et de notre enchaînement à l'euro. La rupture avec l'UE et la reconquête de notre souveraineté monétaire pourrait y remédier, avec le rétablissement de l'autorité de la banque de France et de notre monnaie. Ce qui permettrait au passage de rétablir un peu d'ordre dans le secteur bancaire en général.

Allons plus loin.

Sanofi qui produit les médicaments s'apprête à distribuer 4 milliards de dividendes à ses actionnaires. Qui paie sanofi ? La sécurité sociale.

Et comment paie la sécurité sociale ? Grâce à nos cotisations, au fruit de notre travail.

C'est donc dans notre poche que sont prélevés les fonds qui servent à rémunérer les actionnaires de Sanofi, qui précisons-le si cela est nécessaire, ne sont pas les ingénieurs, chercheurs, travailleurs, qui

produisent, mais argentiers qui tirent profits des placements financiers.

Cette réalité appelle là aussi l'administration d'une bonne dose de vaccin. Sanofi devrait être en toute logique nationalisée pour permettre de récupérer les profits réalisés.

Balayons pour finir deux objections à l'administration de ce vaccin.

- Contrairement à la fable récitée pour les discréditer, la gestion des entreprises nationales n'a jamais rien eu à envier à celle qui préside aux entreprises privées.
- Contrairement aux discours alarmistes, il ne s'agit évidemment pas de préconiser la nationalisation de toutes les entreprises. Les PME et TPE qui permettent épanouissement personnel et collectif et production de richesses doivent non seulement perdurer, mais être aidées pour se développer.

Au fait, ce vaccin porte un nom galvaudé dans l'histoire.

Il s'agit de « **socialisme** » .

Pour en finir avec la mondialisation capitaliste et son cortège de désastres, **une bonne dose de socialisme s'impose, tout simplement.**

Jacques Cotta

Le 1er mai 2020